

Plaidoyer pour la mise sous tutelle internationale de la Centrafrique et le déploiement d'un plan Marshall pour la relance économique et la reconstruction du pays

A la très haute attention de :

Son Excellence Monsieur BAN KI-MOON

Secrétaire Général de l'ONU
UN Headquarters
First Avenue at 46th Street
New York, NY 10017 USA

Excellence,

Monsieur le Secrétaire Général,

A l'occasion de la 68^e session de l'Assemblée Générale des Nations-Unies, la tragique et inacceptable situation sociale de la République Centrafricaine en phase de « somalisation » avancée, nous amène à solliciter de votre très haute bienveillance une intervention auprès du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations-Unies en vue d'un accord particulier visant la suspension pure et simple de la République Centrafricaine de l'institution et le déploiement d'un plan Marshall pour la reconstruction du pays.

En effet, Etat fantôme, Etat parasite, la République Centrafricaine victime d'une série de gestion calamiteuse a aujourd'hui perdu tous les attributs d'un Etat normal, souverain et responsable.

La Centrafrique d'aujourd'hui, c'est un système exécutif, législatif et judiciaire liberticide et génocidaire.

La Centrafrique d'aujourd'hui, c'est un système de santé, d'éducation et de formation à l'agonie.

La Centrafrique d'aujourd'hui, c'est un système de protection des personnes et des biens à l'évanouissement.

La Centrafrique d'aujourd'hui, c'est un système financier, bancaire, économique et militaire à l'arrêt.

Monsieur le Secrétaire Général,

Transformée en bastion du terrorisme et des trafics en tout genre, la République Centrafricaine à l'instar de la poreuse Somalie constitue aujourd'hui une réelle menace pour la paix et la stabilité en Afrique Centrale avec de graves conséquences sur les droits de l'homme, sur la faune et l'environnement.

La sagesse maritime veut que le filet soit extrait de l'eau pour qu'il soit réparé. La République Centrafricaine d'aujourd'hui, est un filet qui n'arrête aucun poisson, un filet qui ne saisit plus aucune opportunité. Son ramendage est donc tout simplement une question de logique.

Nous sommes persuadés que seul un plan Marshall est en mesure de résoudre de manière durable la crise centrafricaine. Pour rompre avec la série des chroniques, inefficaces et volatiles aides de la communauté internationale, nous sollicitons une mise sous tutelle de la République Centrafricaine de manière formelle, conformément à l'article 5 de la charte des Nations-Unies. Une mise sous tutelle d'une durée de deux ans minimum annexée à un plan Marshall étalé sur cinq ans. Un plan au budget prévisionnel de 1.8 milliards de dollars US pour lancer des grands travaux de reconstruction et de sécurisation du pays.

En tout état de cause, nous ne perdons pas de vue la génératrice de tous nos maux que demeure la grande misère. Pour endiguer la récurrence et épargner des vies humaines, des leçons doivent être tirées de nos crises successives.

L'Association Fraternité BOGANDA (AFB) qui sollicite aujourd'hui votre intervention est une association de solidarité internationale œuvrant pour la cohésion sociale, la protection de l'environnement, la lutte contre la pauvreté et toutes formes de discrimination et de violation des droits de l'homme. Consciente des dangers ou défis sociaux qui pesaient sur les lendemains de la société centrafricaine, l'association s'est investie sans relâche depuis ces quatre dernières années dans une mission de sensibilisation des centrafricains de l'extérieur et de l'intérieur à la noble et humaine nécessité de fraternité. Une action citoyenne justifiée par un seul souci, celui de faire dévier la société centrafricaine de la trajectoire de la barbarie vers laquelle désespérément elle s'orientait, barbarie dont plusieurs ingrédients s'étaient malheureusement déjà beaucoup amoncelés, conséquence de trois décennies d'instabilité politique et de marasme économique. La tragique crise actuelle centrafricaine n'a donc pas été une surprise pour notre association qui continue d'œuvrer pour la paix et la fraternité.

Monsieur le Secrétaire Général,

La rivière écarlate est sortie de son lit. L'ampleur et l'horreur des violations des droits de l'homme en République Centrafricaine dépassent l'entendement. Trop, c'est trop ! Assez l'indifférence voilée ! Confier la gestion de la République Centrafricaine à un cluster de cyniques autocrates, dictateurs pétrodollars, peu regardants des droits de l'homme dans leurs propres pays est problématique et fort effroyable. Abandonner tout un peuple à la merci de la barbarie, à la merci de trafiquants sanguins et de surcroît acquis à la cause du terrorisme est de très loin contraire aux valeurs que défendent les Nations-Unies. Les carnages du tchadien Baba Ladé, les diaboliques mutilations de l'ougandais Joseph Kony, les horribles exactions des mercenaires congolais banyamulengés et la désormais tristement célèbre coalition mercenaire tchado-soudanaise *séléka* appuyée par les islamistes du *boko haram* nigérian, ne sont qu'une partition de la litanie de la souffrance centrafricaine. Une souffrance séculaire que la diabolique coalition *séléka* a poussée à son paroxysme.

Monsieur le Secrétaire Général,

Le peuple centrafricain meurtri veut changer. Il veut changer maintenant. Il veut aller de l'avant, il veut innover, il veut saisir l'opportunité des nouvelles technologies. Oui, il veut changer.

Une mise sous tutelle neutre, avec au préalable un moratoire immédiat sur la dette centrafricaine, permettra entre autres ;

- à l'Etat de se reconstruire sereinement,
- à la société centrafricaine d'observer une trêve dans la conquête effrénée, démagogique et sans merci du pouvoir,
- aux exilés de retrouver leur patrie sans inquiétudes,

- à la population d'apprendre à séparer l'homme de l'idée, de fonder désormais son choix politique (vote) sur un programme et non sur l'ethnie d'un candidat,
- aux intellectuels d'assumer leur rôle de lumières de la nation,
- aux hommes dits politiques de tourner la page de leur passé de démolisseurs du pays et dorénavant embrasser l'avenir en bâtisseurs,
- à l'armée nationale de s'administrer une cure de dépolitisation et de désintoxication du tribalisme,
- aux pauvres femmes de villages incendiés de cesser d'accoucher comme des animaux en pleine brousse sans soins, sous la pluie,
- aux enfants de cesser d'être abusés par des seigneurs de guerre pédophiles,
- aux fils et filles du pays de se pardonner pour un franc « plus jamais ça ! ».

La salutaire tutelle sera pour nous une période de repli sur soi et d'examen de conscience, un recul pour rebondir qui doit se faire sur du solide, et non dans les méandres du sable mouvant qu'offre l'actuelle génocidaire transition. C'est pourquoi il est urgent et nécessaire que soient déployés de grands programmes de reconstruction nationale pour solutionner les problèmes de l'énergie, des infrastructures de transports aériens, routiers, ferroviaires, et fluviaux, des infrastructures agropastorales et touristiques, des infrastructures de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement, des infrastructures de l'administration et de la sécurité...

Monsieur le Secrétaire Général,

Une tutelle onusienne formellement déclarée, saine, économiquement neutre, de gestion transparente et surtout respectueuse des droits de l'homme est ce qui convient à la République Centrafricaine. Un tel cadre serait plus favorable au retour rapide de la paix, pour la refonte de l'Etat et la relance de l'économie, le tout dans l'intérêt de sauvegarder l'unité nationale et l'intégrité territoriale. La frustration du peuple centrafricain née du sentiment d'avoir été indirectement placé sous l'humiliante, dégradante et insupportable tutelle du tandem Congo-Tchad est grande et ne doit pas être prise à la légère vu les dispositions de l'article 34 de la charte des Nations-Unies.

Vous remerciant de votre implication personnelle et du soutien permanent des Nations-Unies aux efforts de paix et de réduction de la pauvreté en République centrafricaine, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de notre très haute considération.

Toulouse, le 14 septembre 2013.

Association Fraternité BOGANDA

[Signez la pétition à Ban Ki-Moon](#)

Ampliations :

- M Le Président de la Rép. Française
- Conseil de Sécurité ONU
- Union Européenne
- Union Africaine
- CEMAC
- Francophonie
- FIDH

